

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SIXIÈME SESSION
Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE
3e séance
tenue le mercredi
9 octobre 1991
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 3e SEANCE

Président provisoire : M. SCHAFER (Allemagne)

SOMMAIRE

POINT 70 DE L'ORDRE DU JOUR : EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/SPC/46/SR.3

24 octobre 1991

FRANÇAIS

ORIGINAL, : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 70 DE L'ORDRE DU JOUR : EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS (A/46/218, A/SPC/46/L.2)

1. Le **PRESIDENT** appelle l'attention de la Commission sur le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants publié sous la cote A/46/218. Il appelle également l'attention des membres sur les documents A/46/203, A/46/223, A/46/225, A/46/276, A/46/314 et A/46/320 contenant des lettres adressées, au nom des membres de la Commission permanente du Pacifique Sud, par le Chili, la Colombie, l'Equateur et le Pérou, ainsi que les documents A/46/163, A/46/344 et A/46/501 contenant des lettres adressées par l'Ukraine, Vanuatu (au nom des sept pays membres du Forum du Pacifique Sud, à savoir l'Australie, Fidji, les Iles Salomon, la Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et Vanuatu) et la Chine, respectivement. La Commission est également saisie du projet de résolution publié sous la cote A/SPC/46/L.2.

2. Le **PRESIDENT** propose que la liste des orateurs qui interviendront dans le débat sur ce thème soit close à 11 h 30, le mercredi 9 octobre 1981, et que le projet de résolution soit mis aux voix à la prochaine séance de la Commission. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission approuve lesdites propositions.

3. Il en est ainsi décidé.

4. **M. DEREYMAEKER** (Belgique) présente, au nom des auteurs, le projet de résolution publié sous la cote A/SPC/46/L.2, en formulant l'espoir qu'il sera adopté par consensus par les membres de la Commission.

5. **M. VAN SCHAİK** (Pays-Bas), parlant au nom de la Communauté européenne et de ses membres, dit que la Communauté accorde une grande importance aux travaux du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants et se félicite de la coopération fructueuse établie entre le Comité et certaines institutions spécialisées telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, l'Agence internationale de l'énergie atomique, la Commission internationale de protection radiologique et la Commission internationale des unités et mesures radiologiques. La Communauté européenne se félicite également du rapport récemment présenté par le Comité scientifique à l'Assemblée générale, à sa quarante-sixième session (A/46/218).

6. Dans ce rapport, le Comité souligne la nécessité d'approfondir les connaissances dans les domaines des sources de rayonnements et des irradiations inévitables. Les travaux entrepris par le Comité dans ces domaines revêtent une très grande importance pour la Communauté européenne et ses membres dans la mesure où l'on peut obtenir ainsi des données fort utiles pour l'élaboration de la politique de la Communauté en matière de protection radiologique.

(M. Van Schaik, Pays-Bas)

7. Les Douze constatent avec satisfaction que les méthodes mises au point par le Comité pour mesurer les incidences des différentes doses de radiations facilitent considérablement la comparaison des résultats des analyses réalisées l'année dernière à l'échelle internationale et permettent donc de déterminer les conséquences, en Union soviétique, de l'accident de Tchernobyl. La Communauté européenne ainsi que des experts des Etats membres de cette dernière ont participé activement à ces analyses, et il est à espérer que le rapport établi à ce sujet et présenté à Vienne en mai 1991 comportera des directives pour la poursuite des recherches et le maintien des relations de collaboration fructueuse établies entre le Comité scientifique et les autres organismes.

8. Bien qu'extrêmement rares, les accidents graves provoqués par l'irradiation ne sont pas à exclure; d'autant qu'il existe une industrie nucléaire et que les sources de rayonnement sont utilisées à des fins industrielles, médicales et agricoles. La Communauté européenne et ses Etats membres sont convaincus de l'importance d'une coopération internationale efficace dans ce domaine. A cet égard, ils rappellent que, lors de la réunion du Conseil européen tenue à Rome en décembre 1990, ils ont décidé de fournir à l'Union soviétique une assistance technique portant notamment sur la sécurité des installations nucléaires. L'accord sur le commerce et la coopération conclu entre la Communauté et l'Union soviétique prévoit notamment la fourniture d'une aide technique d'une valeur de 400 millions d'écus portant en priorité sur les sources d'énergie et la sécurité des installations nucléaires. Actuellement, la Communauté négocie des accords de coopération entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et l'URSS qui portent en particulier sur la sécurité des installations nucléaires.

9. En outre, tous les Etats membres de la Communauté ont signé la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire. La Communauté européenne, en tant que telle, a décidé également d'adhérer à la Convention du fait que les centres européens de recherche disposent d'installations nucléaires, et a pris des engagements précis en matière de protection radiologique dans le cadre du Traité d'EURATOM.

10. La Communauté européenne et ses Etats membres appuient la résolution tendant à reconduire le mandat du Comité scientifique.

11. M. SIDOROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (A/46/218) témoigne de l'extrême importance des travaux menés par le Comité, lesquels méritant d'être jugés à leur juste valeur. Il convient de souligner en particulier les travaux menés par le Comité pour évaluer les conséquences de l'accident de Tchernobyl. Il faut reconnaître que la situation dans la région de Tchernobyl demeure très grave. Plusieurs années se sont écoulées, et pourtant les habitants de la région souffrent toujours de problèmes de santé. On déploie actuellement des efforts, tant au niveau du gouvernement central que du Gouvernement de la République, pour réduire au minimum les conséquences de cette catastrophe. Cette action porte sur plusieurs aspects qui ont trait aux conséquences de l'irradiation, à

/...

(M. Sidorov, URSS)

savoir : assistance médicale, fourniture de denrées alimentaires, **lutte contre** la pollution du milieu, prise de **mesures sociales** **à** **l'avantage** **de** **la** **population** **des** **zones** **locales**.

12. Depuis mai 1986, plus de 25 milliards de roubles ont été alloués afin de résoudre les problèmes de Tchernobyl. Néanmoins, il n'a pas été possible jusqu'ici de modifier sensiblement la situation dans les zones touchées, et ce n'est que maintenant que l'on comprend l'ampleur des conséquences à long terme de l'accident.

13. Il n'est manifestement pas possible de lutter de façon isolée contre les conséquences néfastes de la tragédie de Tchernobyl. On ne pourra, en effet, y parvenir que lorsque seront mobilisés les ressources intellectuelles et matérielles et le potentiel technique et scientifique de nombreux Etats, organisations internationales et centres de recherche scientifiques. L'Union soviétique se félicite vivement de l'assistance fournie par la communauté internationale lors de la tragédie de Tchernobyl et tient à rendre hommage aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies pour l'action qu'ils ont menée pour contribuer à résoudre les problèmes de Tchernobyl. L'accident de Tchernobyl a achevé de convaincre tout un chacun qu'il ne peut y avoir de garantie absolue contre les accidents dans les installations nucléaires. Le problème des rayonnements ionisants ne rend que plus impérieuse la nécessité de parvenir au désarmement nucléaire. Les initiatives prises récemment par les Présidents de l'URSS et des Etats-Unis sont des indices qui indiquent que ce processus a été déjà entamé et que nous nous acheminons petit à petit vers un monde dénucléarisé et, partant, plus sûr et plus stable.

14. Les données recueillies dans le rapport du Comité soulignent la nécessité d'empêcher la pollution radioactive de l'environnement. La cessation de tous les essais nucléaires pourrait à cet égard constituer une initiative importante. L'Union soviétique est en faveur d'une réduction du nombre des essais nucléaires, le but ultime étant de les éliminer totalement dans les plus brefs délais. Le Président Gorbatchev a récemment annoncé un moratorium unilatéral sur les essais nucléaires pendant un an et a formulé l'espoir que les autres puissances nucléaires suivront l'exemple de l'Union soviétique.

15. Au seuil du troisième millénaire, les organismes des Nations Unies, y compris le Comité scientifique, sont appelés à participer davantage aux activités ayant trait à la protection de l'environnement et à l'utilisation pacifique des progrès de la science et de la technique au profit de tous les Etats. La délégation soviétique exprime l'espoir que le Comité scientifique contribuera grandement à la solution de ces problèmes.

16. M. NEJEDLY (Tchécoslovaquie) dit que son pays participe aux travaux du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants depuis sa création, en 1955. Il contribue à ces activités en fournissant essentiellement des données recueillies par les instituts de recherche tchécoslovaques. Au début, les activités du Comité scientifique étaient axées sur la question des retombées de radionucléides résultant des

/...

(M. Nejedly, Tchécoslovaquie)

essais d'armes nucléaires, **alors** effectués dans l'atmosphère, et leurs **conséquences biologiques** pour les **êtres** humains. La situation a changé en 1963 avec la conclusion du **Traité** interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace **extraterrestre** et sous **l'eau**. Ce résultat **positif** a **été** obtenu grâce, en grande partie, aux efforts du **Comité** scientifique, qui avait **signalé** dans ses rapports à l'Assemblée **générale** les conséquences dangereuses **des** retombées radioactives. Le Comité a pu ainsi mieux se concentrer sur les effets **des** rayonnements ionisants provenant d'autres sources, telles que les rayonnements ayant trait aux cycles du combustible, depuis **l'exploitation** de **l'uranium** à la **production** d'énergie nucléaire, les **sources** d'irradiations **naturelles** ou les rayonnements utilisés en **médecine** à des fins diagnostiques ou thérapeutiques.

17. Récemment, le Comité scientifique a **commencé** à étudier les effets des **rayonnements** ionisants sur la faune et la flore, **en** accordant une attention **particulière** aux conséquences **de** l'accident de Tchernobyl, et ce en collaboration avec d'autres **organisations** internationales telles que **l'Organisation** mondiale de la santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique, etc. Le Comité scientifique a également étudié les effets psychologiques **de** la perception des risques génétiques **des rayonnements** ionisants.

18. La Tchécoslovaquie continuera à appuyer les activités du **Comité** scientifique, en lui fournissant notamment des données scientifiques. A **cet** égard, elle a **répondu** de façon détaillée au questionnaire du Comité scientifique concernant les applications médicales des rayonnements (y compris la médecine nucléaire) et a fourni des informations sur les irradiations professionnelles et sur les radionucléides déversés dans l'atmosphère et dans l'eau par les réacteurs nucléaires tchécoslovaques. La Tchécoslovaquie s'intéresse également aux questions **ayant** trait au radon, questions auxquelles le **Comité** scientifique accorde, depuis de nombreuses années, une très grande attention.

19. La Tchécoslovaquie est d'autant plus heureuse de contribuer aux travaux du Comité scientifique qu'ils revêtent une très grande importance du point **de vue** écologique. D'autres aspects de ces travaux, tels que l'induction de tumeurs malignes dues aux rayonnements et les effets de l'irradiation sur le développement du cerveau humain sont également importants, quoique la Tchécoslovaquie ne soit pas pour **l'instant** à même de participer activement à ces activités, faute de données pertinentes.

20. La Tchécoslovaquie formule l'espoir que le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des **effets** des rayonnements ionisants sera en mesure de **mener** à bien ses travaux, **avec** l'appui de **la** Commission et de l'Assemblée **générale**.

21. Le **PRESIDENT** dit que la Commission poursuivra les débats sur le point 70 de **l'ordre** du jour à la prochaine séance qui se tiendra le jeudi 10 octobre 1991, à **10** heures.

La séance est levée à 10 h 45.